

(N° 99)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JANVIER 1928.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des titres IV et V du Code électoral.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le projet de loi ci-joint que le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux Chambres législatives, a uniquement pour but d'apporter à quelques dispositions des titres IV et V du Code électoral, relatifs aux collèges électoraux et aux opérations électorales, certaines modifications destinées à mettre ces dispositions mieux en harmonie avec le régime nouveau issu de la révision constitutionnelle.

Le temps relativement court qui nous sépare des élections législatives et l'importance des objets inscrits à l'ordre du jour des Chambres écarte la possibilité de procéder à la refonte de notre Code électoral au cours de la présente session. C'est le motif pour lequel il a semblé nécessaire de ne soumettre actuellement au Parlement que des questions d'ordre pratique qui ne peuvent guère donner lieu à débat.

Les modifications proposées se justifient par les considérations suivantes :

ART. 139.

Chaque électeur ne disposant que d'un suffrage, les opérations du vote sont simplifiées et le nombre des bulletins à examiner par chaque bureau de dépouillement est moindre, pour le même nombre d'électeurs, que sous le régime antérieur. Il est donc possible, sans nuire à la régularité des opérations du vote et du dépouillement, d'augmenter le nombre des électeurs admis dans une même section et de réduire ainsi les difficultés et les dépenses auxquelles donne lieu la formation des bureaux électoraux.

ART. 140.

Certaines localités, notamment les grandes villes, disposent d'établissements publics fort vastes mais relativement peu nombreux. L'interdiction de réunir plus de cinq sections de vote dans un même édifice rendait parfois difficile l'installation des bureaux électoraux. L'admission d'un nombre plus considérable de sections dans un même bâtiment ne peut présenter aucun inconvénient. L'application de la loi sur les élections communales qui contient une disposition analogue à celle que propose le projet n'a donné lieu, à cet égard, à aucune difficulté.

ART. 143.

La modification proposée au texte de l'article 143 est de pure forme. Elle tend à donner aux greffiers et greffiers adjoints des tribunaux de commerce la dénomination de référendaire et de référendaire adjoint que la loi du 11 mai 1910 leur a attribuée.

ART. 146.

L'âge de l'électorat qui, sous le régime ancien, était de 30 ans pour le Sénat ayant été réduit à 21 ans, il semble rationnel d'abaisser également celui qui est exigé des électeurs pour faire partie d'un bureau électoral en qualité d'assesseur. En effet, le nombre des électeurs exclus serait proportionnellement beaucoup plus considérable qu'antérieurement; or l'expérience a prouvé que les présidents des bureaux éprouvent souvent quelque peine à recruter les assesseurs parmi les électeurs âgés de plus de 40 ans.

ART. 149.

La dépréciation de notre unité monétaire rend nécessaire un relèvement du taux des jetons de présence et des indemnités de déplacement. En doublant le taux fixé par l'article 149, on mettra cette disposition d'accord avec l'article 8 de la loi du 19 octobre 1921 sur les élections provinciales qui fixe au chiffre proposé par ce projet, le taux maximum que peuvent adopter les conseils provinciaux pour la détermination du jeton de présence alloué aux membres des bureaux siégeant lors des élections provinciales.

ART. 150.

En exigeant un prix de cinq centimes pour la délivrance d'une liste des bureaux du canton, la loi a pour but d'écarter les demandes d'exemplaires de la part de personnes qui agiraient sans intérêt sérieux. Pour maintenir à cette disposition ses effets, il semble nécessaire de porter le prix fixé à vingt centimes.

ART. 154.

Le changement de texte proposé pour cet article est justifié par la suppression du renouvellement des Chambres législatives par séries de provinces.

ART. 167.

Les dispositions dont la suppression est proposée et qui sont relatives à l'arrêt de la liste des candidats, ont été remplacées, en ce qui concerne les élections législatives, par les articles 255 et 257 introduits dans le Code électoral par la loi du 29 décembre 1899. Elles étaient restées en vigueur pour les élections provinciales jusqu'au jour où la loi du 19 octobre 1921 avait rendu applicables à ces élections les dispositions du titre XI du Code électoral qui comprend les articles 255 et 257.

ART. 168.

Le troisième alinéa, que le projet propose de supprimer, portait que, pour chaque liste, les noms des candidats étaient inscrits sur le bulletin dans l'ordre alphabétique. Le sixième alinéa se référait au modèle de bulletin annexé à la loi du 28 juin 1894.

Ces dispositions, abrogées, en tant qu'elles s'appliquaient aux élections législatives, par la loi du 29 décembre 1899, sont actuellement devenues sans objet. Elles avaient été maintenues en vue des élections communales et des élections provinciales; or, la loi du 19 février 1921 et celle du 19 octobre 1921 ont adopté, pour la formation du bulletin de vote servant respectivement aux élections communales et aux élections provinciales, des règles nouvelles.

ART. 175.

Les trois premiers alinéas de l'article 175 règlent le mode de votation sous le régime majoritaire. Ces dispositions, abrogées en ce qui concerne les élections législatives par la loi du 29 décembre 1899, ont été remplacées, pour les élections communales, par la loi du 19 février 1921 et, pour les élections provinciales, par la loi du 19 octobre 1921. Elles sont donc devenues sans objet.

ART. 177.

L'article 177 prescrit de mentionner sur l'enveloppe contenant les bulletins de vote et destinée au bureau de dépouillement, le nombre des votants et, d'autre part, celui des bulletins qui doivent s'y trouver d'après les relevés tenus par le bureau. Chaque électeur ne disposant plus que d'un seul vote il n'y a plus lieu de tenir un compte séparé du nombre des votants qui doit correspondre nécessairement au nombre des bulletins déposés.

ART. 181.

Le 3° de l'article 181 mentionnait les bulletins portant des suffrages en faveur de candidats de listes différentes. Cette mention est devenue sans objet. Sous le régime actuellement en vigueur, tant pour les élections provinciales que pour les élections législatives, l'électeur ne peut émettre de vote qu'en faveur d'un seul candidat et l'article 181 n'a jamais été applicable aux élections communales.

Art. 182.

Les dispositions de la première partie du 2° de l'article 182, qui déclarait nuls, pour les élections législatives ou provinciales, des bulletins sur lesquels l'électeur avait exprimé son vote contrairement aux prescriptions de la loi relatives au mode de votation, ont été remplacées, pour les élections législatives, par l'article 261 du Code électoral, et pour les élections provinciales, par l'article 16 de la loi du 19 octobre 1921.

Art. 186.

Les alinéas 3 à 6 de l'article 186 déterminaient les indications que devait porter le tableau de dépouillement à transmettre au bureau principal pour les élections législatives et pour les élections provinciales.

L'article 260, introduit dans le Code électoral par la loi du 29 décembre 1899, a modifié les indications que devait fournir le tableau de dépouillement en ce qui concerne les élections législatives et l'article 17 de la loi du 19 octobre 1921 a prescrit la mention dans les tableaux de dépouillement pour les élections provinciales, des indications visées à l'article 260 du Code électoral.

La suppression aux articles 143, 146, 151, 173 et 174 des mentions relatives aux votes supplémentaires est une conséquence de l'abolition du vote plural et ne doit pas être autrement justifiée.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

P. POULLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JANUARI 1925.

Ontwerp van wet, waarbij sommige bepalingen der titels IV en V
van het Kieswetboek gewijzigd worden.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bijgaand ontwerp van wet, dat de Regeering de eer heeft aan de Wetgevende Kamers te onderwerpen, heeft alleen ten doel aan eenige bepalingen der titels IV en V van het Kieswetboek, betreffende de kiescolleges en de verkiezingswerkzaamheden, sommige wijzigingen te brengen, bestemd om deze bepalingen beter te doen overeenstemmen met het nieuw stelsel, gesproken uit de Grondwetsherziening.

De betrekkelijk korte tijdruimte, welke ons scheidt van de wetgevende verkiezingen, en de belangrijkheid der onderwerpen, welke op de dagorde der Kamers staan, verwijderen de mogelijkheid om in den loop der huidige zitting tot eene omwerking van ons Kieswetboek over te gaan.

Dit is de beweegreden waarom het ons noodig gebleken is aan het Parlement alleen maar kwesties van practischen aard te onderwerpen, welke weinig aanleiding tot bespreking kunnen geven.

De voorgestelde veranderingen vinden haar rechtvaardiging in de volgende overwegingen :

ART. 139.

Doordien elke kiezer maar over eene stem beschikt, zijn de verkiezingsverrichtingen vereenvoudigd en zal het door elk stemopnemingsbureel te onderzoeken getal stembiljetten, voor hetzelfde getal kiezers, minder zijn dan onder het voorgaande stelsel.

Het zal dus mogelijk zijn, zonder aan de regelmatigheid der verkiezingsverrichtingen en der stemopneming te schaden, het in eenzelfde afdeeling toegelaten getal kiezers te verhoogen en alzoo de moeilijkheden en de uitgaven te verminderen, waartoe het samenstellen der kiesbureelen aanleiding geeft.

ART. 140.

Sommige gemeenten, inzonderheid de groote steden, beschikken over zeer ruime maar betrekkelijk weinig talrijke openbare gebouwen. Het verbod van meer dan vijf stemafdeelingen in eenzelfde gebouw te vereenigen, bemoeilijkt soms zeer het inrichten van kiesbureelen. De toelating om een talrijker getal kiesafdeelingen in eenzelfde gebouw te vestigen kan dus geen moeilijkheid meer opleveren. De toepassing der wet op de gemeenteraadsverkiezingen, die eene soortgelijke bepaling bevat als deze, welke het ontwerp voorstelt, heeft uit dien hoofde tot geen enkele moeilijkheid aanleiding gegeven.

ART. 143.

De in den tekst van artikel 143 voorgestelde wijziging is louter vormelijk. Haar strekking is aan de griffiers en aan de toegevoegde griffiers der rechtbanken van koophandel den naam te geven van referendaris en toegevoegde referendaris hun door de wet van 11 Mei 1910 verleend.

ART. 146.

Daar de leeftijd, waarop men kiesgerechtigd is en die, onder de oude regeling 30 jaar was voor den Senaat, op 21 jaar is gebracht, schijnt het maar redelijk ook den leeftijd te verminderen, welken de kiezers moeten hebben om als bijzitter van een kiesbureel te kunnen deel uitmaken. Inderdaad, het getal niet toegelaten kiezers zou in evenredigheid veel aanzienlijker zijn dan voorheen; welnu de ervaring heeft bewezen, dat de voorzitters der bureelen het somtijds nogal moeilijk hebben om de bijzitters onder de kiezers van meer dan 40 jaar aan te werven.

ART. 149.

De waardevermindering onzer munteenheid wettigt eene verhooging van den presentiepenning en van de verplaatsingsvergoeding. Met de bij artikel 149 vastgestelde som te verdubbelen, zal men deze bepaling in overeenstemming brengen met artikel 8 der wet van 19^o October 1921 op de provincieraadsverkiezingen, welke het bij dit ontwerp voorgestelde maximum-cijfer bepaalt, dat mag aangenomen worden door de provincieraden voor de vaststelling van den presentiepenning, verleend aan de leden van het bureel, welke gedurende de provincieraadsverkiezingen zetelen.

ART. 150.

Door een prijs van 5 centiemen te vergen voor het afleveren eener lijst der bureelen van het kanton, heeft de wet ten doel de vragen om exemplaren te weren van personen, die zouden handelen zonder ernstige belangen. Om aan deze bepaling zijne kracht te behouden, schijnt het noodig den prijs op 20 centiemen te bepalen.

ART. 154.

De tekstverandering aan dit artikel voorgesteld is gerechtvaardigd, doordien de Wetgevende Kamers niet meer per provinciëreksen worden vernieuwd.

ART. 167.

De bepalingen, waarvan de afschaffing voorgesteld is en welke betrekking hebben op het vaststellen der kandidatenlijst, zijn vervangen, voor wat de Wetgevende verkiezingen betreft, door de artikelen 255 en 257, ingevoerd in het Kieswetboek door de wet van 29 December 1899. Zij waren in werking gebleven voor de provincieraadsverkiezingen tot op den dag, waarop de wet van 19 October 1921, op deze verkiezingen de bepalingen van titel XI van het Kieswetboek, welke de artikelen 255 en 257 bevat, van toepassing maakte.

ART. 168.

De derde alinea, welke het ontwerp zinnens is af te schaffen, bepaalde dat, voor elke lijst, de namen der kandidaten in alphabetische volgorde op het stembiljet ingeschreven werden. De zesde alinea verwees naar het bij de wet van 28 Juni 1894 aanhangig model van stembiljet.

Deze bepalingen, ingetrokken bij de wet van 29 December 1899, voor zooveel zij betrekking hadden op de wetgevende verkiezingen, hebben thans geen reden van bestaan meer. Zij werden behouden met het oog op de gemeente- en provincieraadsverkiezingen; welnu, de wet van 19 Februari 1921 en deze van 19 October 1921, hebben nieuwe regelen aangenomen voor het opmaken van het stembiljet dat respectievelijk voor de gemeente- en voor de provincieraadsverkiezingen diende.

ART. 175.

De drie eerste alinea's van artikel 175 regelen de stemmingswijze onder het meerderheidsstelsel. Deze bepalingen, bij de wet van 29 December 1899 ingetrokken voor wat de wetgevende verkiezingen betreft, werden, voor de gemeenteraadsverkiezingen, bij de wet van 19 Februari 1921, en voor de provincieraadsverkiezingen bij de wet van 19 October 1921, vervangen. Zij zijn dus nutteloos geworden.

ART. 177.

Artikel 177 schrijft voor van, op den omslag die de stembiljetten inhoudt en voor het opnemingsbureel bestemd was, het getal der stemmenden en, anderzijds, dit der biljetten die er volgens de door het bureel gehouden optellingen moeten inzitten, te vermelden. Aangezien de kiezers maar over een stem meer beschikken, kan er geene afzonderlijke rekening meer gehouden worden met het getal der stemmenden, dat noodzakelijk met het getal der afgegeven biljetten moet overeenkomen.

ART. 181.

3° van artikel 181 gaf de stembiljetten op met stemmen ten voordeele van kandidaten van verschillende lijsten. Deze vermelding heeft geen reden van bestaan meer. Onder het thans in zwang zijnde stelsel, zoowel voor de provincieraads- als voor de wetgevende verkiezingen, mag de kiezer enkel eene stem uitbrengen ten voordeele van een enkelen kandidaat, en artikel 181 was nooit toepasselijk op de gemeenteraadsverkiezingen.

ART. 182.

De bepalingen van het eerste deel van 2° van artikel 182 dat, voor de wetgevende of provincieraadsverkiezingen, de biljetten nietig verklaarde, waarop de kiezer, in strijd met de voorschriften der wet op de stemmingswijze, zijn stem had uitgebracht, werden, voor de wetgevende verkiezingen, door artikel 261 van het Kieswetboek, en, voor de provincieraadsverkiezingen, door artikel 16 der wet van 19 October 1921 vervangen.

ART. 186.

De alinea's 3 tot 6 van artikel 186 bepaalden de aanduidingen, welke moesten staan op de opnemingsstabel, die voor de wetgevende en voor de provincieraadsverkiezingen, aan het hoofdbureel moest overgemaakt worden.

Artikel 260, bij de wet van 29 December 1899 in het kieswetboek ingelascht, heeft, voor wat de wetgevende verkiezingen betreft, de aanduidingen gewijzigd welke de opnemingsstabel moest geven, en artikel 17 der wet van 19 October 1921 heeft voor de provincieraadsverkiezingen de vermelding voorgeschreven, in de opnemingsstabellen, der bij artikel 260 van het Kieswetboek voorziene aanduidingen.

De afschaffing in de artikelen 143, 146, 151, 173 en 174 der vermeldingen betreffende de bijstemmen is een gevolg van de afschaffing der meervoudige stemming en moet niet anders verstaan worden.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

P. POULLET.

ANNEXE AU N° 99

Projet de loi modifiant certaines dispositions des titres IV et V du Code électoral.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit, sera présenté en Notre Nom, par Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, aux Chambres législatives.

ARTICLE UNIQUE.

Les modifications suivantes sont apportées aux dispositions ci-après des titres IV et V du code électoral :

ART. 139. — Remplacer le texte actuellement en vigueur par le texte suivant :

« Lorsque le nombre des électeurs de la commune ou des communes réunies n'excède pas 800, ces électeurs ne forment qu'une seule section de vote. Dans le cas contraire, ils sont répartis en sections de vote dont aucune ne peut compter plus de 800 ni moins de 150 électeurs. »

BIJLAGE VAN N° 99.

Ontwerp van wet, waarbij sommige bepalingen der titels IV en V van het Kieswetboek gewijzigd worden.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen Naam, door Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, ter wetgevende Kamers ingediend worden.

EENIG ARTIKEL.

Volgende wijzigingen worden gebracht in de benedenvermelde bepalingen der titels IV en V van het Kieswetboek :

ART. 139. — Den tekst die thans van kracht is, vervangen door volgende :

« Wanneer het getal kiezers der gemeente, of der vereenigde gemeenten, niet meer bedraagt dan 800, vormen deze kiezers een enkele stemafdeeling. In tegenovergesteld geval worden zij ingedeeld in stemafdeelingen, waarvan geen enkele meer dan 800 noch minder dan 150 kiezers mag omvatten. »

ART. 140. — Au deuxième alinéa, remplacer « cinq » par « huit ».

ART. 143. — a) Au premier alinéa, remplacer les mots « greffiers et greffiers-adjoints des tribunaux de commerce, docteurs en droit » par « référendaire, référendaires-adjoints des tribunaux de commerce et par les greffiers-adjoints de ces tribunaux, docteurs en droit ».

b) Supprimer les mots « jouissant du triple vote » terminant les premier et deuxième alinéas.

ART. 146. — Au premier alinéa : a) remplacer « quarante » par « trente ».

b) Supprimer les mots « et jouissant du triple vote ou, subsidiairement, du double vote ».

ART. 149. — Remplacer : a) au premier alinéa « cinq francs » par « dix francs » et « trois francs » par « six francs ».

b) Au deuxième alinéa, « dix francs » par « vingt francs ».

ART. 150. — Au quatrième alinéa, remplacer « cinq centimes » par « vingt centimes ».

ART. 151. — Au premier alinéa, supprimer les mots : « jouissant du triple vote ou, subsidiairement, du double vote ».

ART. 154. — Modifier comme suit le texte du deuxième alinéa :

« Toutefois, si la vacance du siège se produit dans les trois mois qui précèdent le renouvellement des deux Chambres ou de l'une d'elles, l'élection partielle n'a lieu avant la date de ce

ART. 140. — In de tweede alinea « vijf » vervangen door « acht ».

ART. 143. — a) In de eerste alinea, de woorden « griffiers en toegevoegde griffiers doctors in de rechten der rechtbanken van koophandel » vervangen door « referendarissen, toegevoegde referendarissen der rechtbanken van koophandel en door de toegevoegde griffiers dezer rechtbanken, doctors in de rechtsgeleerdheid ».

b) De woorden « die het driedubbel stemrecht bezitten » op het einde van de eerste en de tweede alinea weglaten.

ART. 146. — In de eerste alinea : a) « veertig » vervangen door « dertig ».

b) De woorden « en het driedubbel stemrecht, of zoo noodig, het dubbel stemrecht bezitten » weglaten.

ART. 149. — In de eerste alinea vervangen : a) « vijf frank » door « tien frank » en « drie frank » door « zes frank ».

b) In de tweede alinea « tien frank » door « twintig frank ».

ART. 150. — In de vierde alinea « vijf centimes » vervangen door « twintig centimes ».

ART. 151. — In de eerste alinea de woorden weglaten « die het driedubbel stemrecht bezitten, of, zoo noodig, die dubbel stemrecht hebben ».

ART. 154. — Den tekst van alinea twee wijzigen als volgt :

« Evenwel, indien de plaats openvalt binnen de drie maanden vóór de vernieuwing der twee Kamers of van eene dezer, wordt tot de gedeeltelijke verkiezing vóór den datum dezer ver-

renouvellement que sur la décision de la Chambre où le siège est devenu vacant ».

ART. 167. — Supprimer le premier alinéa et le début du deuxième alinéa jusqu'aux mots « autre formalité ».

ART. 168. — Supprimer les alinéas trois et six.

ART. 173. — Au troisième alinéa supprimer les mots « avec mention du nombre des voix qui leur est reconnu ».

ART. 174. — a) Modifier comme suit le premier alinéa :

« L'électeur reçoit des mains du président et pour chaque Chambre législative, s'il y a lieu, un bulletin. »

b) Au troisième alinéa, supprimer les mots : « le président a vérifié le nombre de ses votes d'après la lettre de convocation et que » et remplacer : « celle-ci » par « la lettre de convocation ».

ART. 175. — Supprimer les trois premiers alinéas.

ART. 177. — A la fin de l'alinéa 1^{er} dire : « indiquant sur l'enveloppe le bureau de vote, le nombre des bulletins tel qu'il résulte des pointages et des relevés prescrits à l'article 173 ».

ART. 181. — Supprimer le 3^o. Remplacer la mention « 4^o » par « 3^o » et « 5^o » par « 4^o ».

ART. 182. — Supprimer le début du

nieuwing slechts overgegaan bij beslissing van de Kamer, bij dewelke de plaats is opengevallen ».

ART. 167. — De eerste alinea en het begin der tweede tot aan de woorden « Zonder verdere formaliteiten » weglaten.

ART. 168. — De alinea's drie en zes weglaten.

ART. 173. — In de derde alinea de woorden « met vermelding van het getal stemmen dat hun toegekend werd » weglaten.

ART. 174. — a) De eerste alinea wijzigen als volgt :

« De kiezer ontvangt uit handen van den voorzitter en, in voorkomend geval, voor iedere wetgeyende Kamer, een stembiljet. »

b) In de derde alinea, de woorden : « de voorzitter vastgesteld heeft, dat het getal dezer stembrieven overeenkomt met dat, welk in den oproepingsbrief is aangeduid en dat » weglaten.

ART. 175. — De drie eerste alinea's weglaten.

ART. 177. — Aan het einde der eerste alinea zeggen : « hij schrijft op dit omslag de aanduiding van het stembureau, 't getal stembiljetten zooals het blijkt uit de aanstipping en de optelling, door artikel 173 voorgeschreven ».

ART. 181. — 3^o weglaten. De vermelding van « 4^o » vervangen door die van « 3^o » en de vermelding van « 5^o » door die van « 4^o ».

ART. 182. — Het begin van 2^o tot

2^o jusqu'aux mots : « candidats de cette liste ».

ART. 186. — Supprimer les alinéas 3, 4, 5 et 6.

Donné à Bruxelles, le 19 janvier 1925.

aan de woorden : « candidaten dier lijst » weglaten.

ART. 186. — De alinea's 3, 4, 5 en 6 weglaten.

Gegeven te Brussel, den 19^{en} Januari 1925.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

PAUL POULLET.
